



DIRECTION DE LA DÉMOCRATIE, DES CITOYEN·NES ET DES TERRITOIRES
Service Égalité Intégration Inclusion

Règlement de l'Appel à projets REFUG 2021

**« Apprentissage du français
à destination des réfugié·es et demandeur·ses d'asile
parisen·nes résidant en centres d'hébergement »**

Date limite de dépôt des candidatures : le mercredi 21 avril 2021 à minuit

Numéro de l'Appel à projets : REFUG2021

Les dossiers seront déposés via l'application PARIS ASSO (www.paris.fr)

Contact :
Anna Leysens : anna.leysens@paris.fr 01 42 76 56 41

1 - Contexte

Depuis 2015, Paris se mobilise pour l'accueil de tous les réfugié·es¹. Le 12 octobre 2015, a été lancé le plan de « Mobilisation de la communauté de Paris pour l'accueil des réfugié·es, élaboré avec le concours des acteurs institutionnels, associatifs et citoyens.

Le plan de « Mobilisation de la communauté de Paris pour l'accueil des réfugié·es » comporte des mesures pour densifier l'offre d'apprentissage du français et développer des dispositifs d'insertion professionnelle, essentiels à l'intégration des réfugié·es au sein de la société. Dans le cadre de cet engagement, la Ville de Paris a souhaité accompagner les initiatives portées par les associations pour répondre aux besoins de ce public en matière d'apprentissage du français et a lancé, en 2016, un **appel à projets pour l'apprentissage du français à destination de toutes les réfugié·es, quel que soit leur statut administratif, ciblant prioritairement les demandeurs et demandeuses d'asile récemment arrivé·es sur le territoire français et résidant en centre d'hébergement.**

Cet appel à projets est reconduit en 2021 pour sa 6^{ème} édition.

Ses ambitions sont de :

- mieux répondre aux besoins des réfugié·es et demandeur·ses d'asile allophones (non locuteurs·trices en français) récemment arrivé·es sur le territoire français, et prioritairement des demandeur·ses d'asile en termes d'apprentissage du français et de connaissances de la vie quotidienne en France afin de faciliter leur intégration ;
- mettre en place des sessions de formation adaptées aux spécificités et besoins des publics ciblés ;
- participer à la mise en réseau et l'échange collaboratif des acteurs et actrices de l'apprentissage du français s'adressant à ce public.

La Ville de Paris, par cet appel à projets, met en lien des centres d'hébergement et des plateformes d'accueil parisiennes que fréquentent les réfugié·es, avec les associations lauréates de l'appel à projets.

La Ville permet aussi l'animation du réseau des lauréat·es, par la tenue de comités réguliers de suivi avec interventions d'invité·es, et de temps de travail sur les parcours de formation.

¹ Réfugié entendu au sens inclusif, de toute personne venue chercher refuge à Paris (migrant, demandeur d'asile, réfugié statutaire, etc.)

Cet appel à projets est piloté par le Service Égalité Intégration Inclusion (SEII) - Direction de la Démocratie, des Citoyen·nes et des Territoires (DDCT).

2- Objet de l'appel à projets

a) Spécificité des publics ciblés

Le présent appel à projets concerne la **mise en œuvre de sessions de formation linguistique semi-intensives adaptées aux spécificités en termes de situation et besoins des personnes réfugié·es allophones, et prioritairement des demandeur·ses d'asile récemment arrivé·es sur le territoire français, débutant·es en français et résidant en centres d'hébergement à Paris.**

Parmi les spécificités de la situation et des besoins de ces publics peuvent être cités :

- une précarité du statut juridique et de la situation sociale ;
- une durée de séjour à Paris non déterminée et une incertitude quant à la suite du parcours migratoire ;
- une nécessité d'acquérir rapidement des bases en français, pour la communication et l'autonomie au quotidien ;
- différents degrés de scolarisation, avec une part importante de personnes non scolarisées ;
- une diversité de cultures et langues parlées et souvent une difficulté ou incapacité initiale à communiquer oralement avec les formateurs·trices.

b) Objectifs des formations

Les formations proposées, **semi-intensives (6 à 12 heures hebdomadaires) et de courte durée (3-4 mois)**, visent à répondre aux trois objectifs suivants :

- acquérir des compétences de base en français, essentiellement à l'oral ;
- acquérir des connaissances élémentaires sur la vie quotidienne en France pour faciliter l'intégration ;
- acquérir une information minimale sur les dispositifs permettant l'insertion sociale et professionnelle.

Les compétences acquises doivent permettre d'améliorer l'autonomie des apprenant·es et leur mieux-être global.

c) *Attendus sur les projets*

Attendus obligatoires à remplir :

Les projets doivent répondre aux spécificités des situations et besoins des publics ciblés en termes de :

- pédagogie ;
- outils mobilisés ;
- rythmes de formation (sessions semi-intensives de 3-4 mois, 6 heures hebdomadaires de cours minimum) ;
- suivi et accompagnement (fiche de suivi, feuille de présence).

Le projet doit obligatoirement prendre en compte le partenariat avec un ou plusieurs centres d'hébergement et/ou plateformes d'accueil parisiennes (déjà identifié-s ou non), pour l'orientation des apprenant-es (travail avec un-e référent-e du centre, information collective et évaluations dans le centre ou au sein du lieu des cours). Une charte d'engagement sera signée par le-s centre-s d'hébergement partenaire-s pour adhérer au projet en tant que structure orienteuse.

Les structures porteuses du projet s'inscrivent dans un réseau partenarial et favorisent l'échange collaboratif, en travaillant et en se coordonnant avec les autres structures lauréates.

Si l'apprenant-e demeure à Paris à l'issue de la formation qu'il a suivie, une suite ou plusieurs suites de parcours doivent lui être proposées à l'issue de la formation, au sein de la structure auprès de laquelle il a suivi sa formation ou au sein d'une autre structure.

Attendus complémentaires :

Un examen particulier est porté aux projets attentifs à la **diversité des publics, et notamment aux publics non ou peu scolarisés (alpha), ainsi que favorisant l'accès des femmes** aux formations proposées.

Une exigence spéciale sera apportée aux outils pédagogiques et à tout autre outil appropriable par les apprenant-es dans le cadre de la formation.

Les propositions de solutions pour assurer l'assiduité et le suivi des apprenant-es seront fortement appréciées.

Les propositions intégrant la valorisation des compétences des apprenant-es (langagières, professionnelles) et leur participation active au projet de formation seront privilégiées.

La proposition de modules complémentaires à la formation linguistique (sport, activités culturelles et artistiques, sorties) sera fortement appréciée. Les actions proposant des ateliers de conversation en complément des cours de français seront également valorisées.

Une attention particulière sera portée à la qualification des formateur·rices et des intervenant·es (professionnel·les et/ou bénévoles), aux expériences antérieures de l'association et à l'effort de formation des intervenant·es en vue de travailler avec le public reçu.

d) Lieux de formation

Les formations proposées s'effectueront en priorité dans des locaux proposés par les associations ou dans des salles mises à disposition gracieusement par les centres d'hébergement partenaires. Des lieux tiers peuvent être aussi mobilisés.

Afin de s'adapter à la situation sanitaire, les formations pourront comprendre une partie en distanciel.

e) Période de l'action

Les actions devront débuter en **septembre-octobre 2021 et se terminer, au plus tard, en août 2022.**

3 - Publics visés par les actions

Les actions s'adressent aux **réfugié·es allophones, quel que soit leur statut administratif.**

Cependant, elles **ciblent prioritairement les demandeur·euses d'asile** récemment arrivé·es sur le territoire français, hébergé·es en centres d'hébergement parisiens ou usager·es des plateformes d'accueil parisiennes

4- Montant des subventions demandé

Le montant de la subvention demandé à la Ville ne pourra pas dépasser 30 000 euros par association.

Les structures sont invitées à chercher des co-financements.

5 - Conditions de candidature

Les structures candidates doivent pouvoir faire état d'un ancrage local parisien (siège social ou activités déjà dispensées à Paris) ou démontrer une capacité à toucher le public parisien.

Elles doivent faire preuve d'une connaissance et/ou d'une expérience auprès de ce public dans la formation linguistique.

Sont éligibles des projets portés par des structures à statut associatif, des structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) ou des sociétés coopératives (SCOP ou SCIC).

Un même projet peut être porté par plusieurs structures. Le cas échéant, les structures candidates devront chacune déposer une demande dans Paris Asso en précisant le montant de la subvention demandée, ainsi que les moyens humains mobilisés par chaque structure.

6 - Modalités de réponse à l'appel à projets

Les candidatures doivent être transmises par voie dématérialisée, avant **le mercredi 21 avril 2021 à minuit**, dans Paris Asso, portail de demande de subventions : <https://parisasso.paris.fr/parisassos/>

Les dossiers déposés au-delà de cette date ne seront pas examinés.

Lors de l'enregistrement du dossier de candidature sur Paris Asso, l'organisme devra répondre comme suit aux questions suivantes :

Année de la subvention	2021
Cette demande fait elle suite à un appel à projet Ville de Paris ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Relève-t-elle d'un projet politique de la ville ? :	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non
Numéro d'appel à projets	REFUG2021

Attention : Le numéro de l'appel à projets « REFUG2021 » doit obligatoirement être mentionné pour que votre projet soit identifié parmi les candidats de l'appel à projets.

Les structures devront impérativement joindre à leur demande le dossier de candidature rempli.

7 - Processus de sélection des projets

Les projets seront étudiés en fonction de leur adéquation à l'objet du présent règlement, et notamment de la prise en compte des :

- spécificités des besoins et situations des publics ;
- objectifs de formation ;
- attendus des projets.

Seront également pris en compte la **cohérence et faisabilité économique** du projet (moyens humains et financiers mobilisés par rapport au nombre de personnes bénéficiaires, sources de co-financements, etc.), ainsi que le **coût de l'action** au regard du nombre d'heures proposées et du nombre de bénéficiaires.

Les réponses seront remises avant le début de lancement des actions à la rentrée 2021.

8- Modalités de versement de la subvention

Le montant de la subvention attribuée pour l'année 2021 fera l'objet d'un versement unique un mois après le passage en conseil de Paris.

9 - Évaluation des actions et du suivi des publics

Les bénéficiaires des subventions remettent un bilan à l'issue de l'action, issu d'une grille d'évaluation des actions d'apprentissage du français qui leur sera transmise en début d'action, ainsi qu'un bilan financier, dans le cadre du contrôle de l'emploi des fonds versés par la collectivité parisienne conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales.

Les structures sont ensuite libres de compléter le bilan obligatoire issu de la grille d'évaluation, par un bilan narratif plus qualitatif.

Des comités de suivi, auxquels les associations s'engagent à participer, seront organisés par le SEII-DDCT.

Les structures ont aussi l'obligation de référencer leur offre de formation sur le réseau ALPHA, plateforme de référencement de l'offre de formation en français à Paris, avec la mention REFUG2021.

10 - Liste des pièces à fournir

Présentation de la structure et des documents juridiques et financiers

I. Pour mémoire, les associations devront fournir, via l'application Paris Asso, les documents suivants afférents à leur structure :

Dans la partie « Documents du partenaire » :

- La liste à jour des membres du Conseil d'administration et, éventuellement, du bureau de l'association, en précisant la fonction de chacun ;
- Les coordonnées (adresse, téléphone, messagerie) du responsable du dossier ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal établi au nom de la structure, sous l'intitulé exact statutaire déclaré et publié au Journal Officiel ;
- Le dernier rapport annuel d'activité et tout document susceptible d'apporter une information intéressant le projet ;
- Les procès-verbaux des deux dernières Assemblées générales validant les comptes de l'association (2019 et 2020) ;
- Les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices (2019 et 2020) et les annexes certifiées conformes, le cas échéant.

Dans la partie « Documents relatifs à la demande de subvention » :

- le dossier de candidature ;
- le budget prévisionnel du projet incluant tous les cofinancements attendus ;
- le budget prévisionnel global de la structure pour l'exercice 2021 ;
- si vous avez déjà bénéficié d'un financement dans la cadre de l'appel à projets REFUG, vous devez impérativement joindre un bilan (final ou intermédiaire) de la dernière action.

II. Pour les autres personnes morales :

Les pièces à fournir sont essentiellement identiques à celles demandées aux associations (cf. supra). Il est nécessaire de remplacer les éléments concernant spécifiquement la déclaration des associations par les documents relatifs aux entreprises (SCOP...) :

- les statuts de la société ;
- le K bis de moins de trois mois pour les entreprises déjà créées ;
- la plaquette de présentation, le cas échéant ;
- la liste des dirigeants actuels de la structure.